Session nationale ACTES à Victoriaville
4 et 5 novembre 2021
Résumé

1. Conférence *Vers une convention pour l'exception agricole et alimentaire*

Marcel Groleau, président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), dresse d'abord une brève chronologique de cette organisation qui puise ses racines au début du XX^{e} siècle. Les enjeux de la commercialisation et de l'obtention de prix justes pour les denrées agricoles ont amené les agriculteurs à se regrouper. En 1956, le gouvernement provincial accordera aux cultivateurs la Loi sur la mise en marché des produits agricoles. Les années 1990 et 2000 sont d'abord celles de la protection de l'environnement. Les agriculteurs et les agricultrices se prononcent en faveur d'une agriculture durable, capable de concilier la rentabilité à court terme, le maintien de la productivité à long terme et les exigences de la société en matière de protection des ressources.

Maintenant, nourrir la population est devenu un enjeu stratégique mondial devant lequel les milieux agricoles de toute orientation ont avantage à s'épauler et à trouver des moyens novateurs d'intervention dans le contexte de globalisation des marchés. C'est dans cette optique qu'est fondé, en 1993, UPA Développement international (UPA DI), une corporation sans but lucratif qui vise, entre autres, à appuyer les organisations paysannes démocratiques et les systèmes collectifs de mise en marché dans les autres pays.

Or, de nombreux enjeux et des embûches imposent des contraintes :

- À cause des ententes internationales, l'État ne peut exiger de nos institutions de consommer local ou bio.
- Seul le prix des produits compte alors que les conditions de travail et phytosanitaires ne sont pas considérées. Ainsi, le prix des fraises en provenance du Mexique est compétitif, car les règles de production ne sont pas les mêmes.

Au chapitre des changements climatiques, le Québec a « gagné » 12 jours d'été depuis les années 1970. Des défis s'imposent ici et ailleurs :

- Nouveaux insectes dans les bleuets;
- 10 000 000 d'affamés de plus dans le monde alors que les problèmes d'obésité explosent;
- 26 % des espèces animales agricoles sont en disparition;
- Disparition des plantes et perte d'un fort pourcentage des récoltes au niveau de la production mondiale.

Les échanges internationaux sont un outil pour l'autonomie alimentaire, mais non une fin. Il faut une convention à la FAO. Il faut viser un système alimentaire durable (mouvement international). www.nourrirdurablement.org

Gaspillage : une cause parmi tant d'autres. Le consommateur cherche la carotte parfaite au plus bas prix. Des aliments sont jetés, car non commercialisables. Globalement, des études démontrent que 31 % de la production alimentaire mondiale se dirige aux ordures.

Pour chaque 100 $ de revenu, 4 $ sont donnés par nos gouvernements. En Europe, c'est 14 $. Cette orientation politique aide à compétitionner les prix des produits importés.

L'UPA a voulu poursuivre Walmart, un des cinq grands groupes qui achètent et commercialisent 80 % des récoltes au Québec, mais la plainte est tombée, car l'enquête n'a pas pu trouver personne chez les agriculteurs pour témoigner par peur de représailles.

2. Conférence − *Pour le bien de la terre*

Louis Robert, agronome au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), est le lanceur d'alerte qui a exposé les dérives en matière d'utilisation d'insecticides et d'herbicides. Celui-ci relate l'illogisme d'un système où un même professionnel, sur une simple recommandation verbale, peut autoriser l'utilisation de pesticides et même vendre lesdits produits.

Depuis 1990, les gouvernements, l'UPA, le MAPAQ souhaitent baisser l'utilisation des pesticides, mais rien n'a réduit la hausse des ventes, sauf depuis 2018 grâce à la réglementation. Avant 2018, une recommandation verbale suffisait. Maintenant, il faut une justification écrite.

Le glyphosate, qui est un herbicide non sélectif souvent connu sous la marque de commerce Roundup, compte pour 53 % de l'utilisation des herbicides. Réduire les pesticides (insecticides/fongicides/herbicide), oui, mais…

- Tout d'un coup?
- Comment? (Panique des producteurs)
- Enlever les réflexes (maladie = fongicide?)
- Remplacer un produit par un autre?
- Il faut passer au préventif plutôt qu'au curatif
- Champ « propre » ou rentable?

Des solutions connues existent :

- Insecticides et fongicides sur semences sont ridicules au Québec;
- Encourager la biodiversité;
- Dernier recours (après avoir tout essayé);
- Culture de couverture;
- Meilleure structure du sol;
- Contrôle mécanique;
- Culture intercalaire.

Les solutions existent et sont parfois appliquées, les recherches sont faites et permettent de faire encore mieux. Les lobbys ne sont pas puissants; on leur laisse ce pouvoir, mais on peut le reprendre.

Selon Louis Robert, le diagnostic est fort simple :

Le MAPAQ ne dispose pas des ressources suffisantes pour faire connaître les solutions (120 employés agronomes : 10 pour le suivi chez les producteurs et 110 pour la bureaucratie).

De plus, une méfiance subsiste chez une portion des producteurs :

- Les chercheurs présentent leurs résultats sans que les producteurs comprennent tout. L'agronome devrait être celui qui s'informe et suggère les nouvelles approches;
- Certains chercheurs se sentent muselés (même par l'UPA?) ou les recherches peuvent sembler à la solde d'organisations;
- Des messages sont perçus avec confusion de la part du MAPAQ.

Des pistes de réflexion et de solution :

- L'injection de sommes supplémentaires sous forme de subvention n'est pas une avenue viable;
- Les recherches actuelles sont déjà abondantes, c'est le transfert qui doit se bonifier;
- L'agriculture biologique doit être soutenue pour améliorer sa pratique et réduire les risques économiques.

Un consensus émane quant à :

- Un ordre des agronomes qui doit agir pour faire respecter la déontologie;
- Plus de mécanisme de surveillance des gestionnaires;
- Viser la compétence des administrateurs;
- Plus un support et d'encadrement à la ferme. Lorsqu'il y a un problème (insectes, moisissures, mauvaises herbes), c'est un symptôme d'un déséquilibre naturel.

3. Présentation de la thématique annuelle du Mouvement ACTES et des nouveaux outils

Les conseillers syndicaux Tommy Bureau et Dominique Bernier procèdent au dévoilement de la Certification ACTES en collaboration avec ÉcoÉcoles et Communauté ACTES.

1. Ludivine Clouzot, Éco-Écoles Canada https://ecoschools.ca/fr/

   Aide à réduire : 57 % des déchets en moins et 64 000 tonnes de CO_2 de moins. Certification annuelle.

2. COOP FA (ex. : forêt d'Ardenne) https://coopfa.com/

   Projet pilote à Lévis.

3. Jeunesse ACTES https://fondationmf.ca/engagement-jeunesse/jeunesse-actes/

   Trois objectifs : diffusion des valeurs ACTES, accompagner les comités d'engagement et faire connaître le travail des comités.

   71 % des écoles ont un comité Engagement jeunesse pour l'environnement. Permet un sentiment de valorisation et d'appartenance. Activité reconnaissance au camp Portneuf.

4. J'épargne ma planète https://www.lacsq.org/actualite/jepargne-ma-planete-la-csq-lance-une-nouvelle-trousse-pedagogique-sur-leconomie-et-lenvironnement/

   Économie vs environnement et sociale. Capsules vidéo et fiches pédagogiques. Exemple : services publics.

5. Communauté ACTES https://www.lacsq.org/actualite/le-mouvement-actes-devoile-sa-thematique-annuelle-se-reunir/

   Plateforme qui présente un grand nombre d'activités où on peut partager les idées ou commenter celles en place.

4. Présentation des nouvelles fiches pédagogiques et de la démarche associée

Patrick Touchette, conseiller pédagogique et ressource œuvrant au RECIT Culture-éducation expose des exemples de fiches pédagogiques pour les enseignants. Le but est d'intégrer la culture et les valeurs ACTES. Par exemple, en 1re secondaire, un test de procédures permet la production d'un texte en ayant l'exemple de la consigne au Québec. Ou encore, comment la famille doit-elle faire pour être plus écologique?

5. Fondation Monique-Fitz-Back https://fondationmf.ca/

Environ 65 000 $ par année permettent de soutenir approximativement 300 projets dont le principal est : *Sors de ta bulle!*

- Unpointcinq, le média de l'action climatique au Québec, s'associe *avec Sors de ta bulle* et offrira un mentorat professionnel aux jeunes journalistes en environnement grâce à son équipe formée d'experts en journalisme de solutions; https://sorsdetabulle.com/a-propos/
- Sommet jeunesse sur les changements climatiques qui aura lieu le 30 avril 2022, à Québec, et l'évènement de clôture se déroulera à l'Assemblée nationale;
- Gère tes matières : accompagnement gratuit pour le recyclage par Québec'ERE;
- Alliance engagement jeunesse https://alliance-jeunesse.org/ On s'engage (en AM, présentation de différentes courses et en PM, les élèves développent des projets);
- 6 mai 2022 : Marche monde (Oxfam) https://oxfam.qc.ca/50e-marche-monde-justice-climatique/;

- La 17e édition du colloque AQPERE, en éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté (ERE), aura lieu le vendredi 19 novembre 2021, en virtuel.

6. Atelier – Communiquer nos bons coups, les outils de la communication publique

Félix Cauchy-Charest, gestionnaire de communauté à la CSQ, effectue une première présentation en matière de communication publique. Il résume les éléments fondamentaux :

Stratégies traditionnelles :

- Éviter les communiqués de presse (il y en a trop!);
- Point de presse : il est difficile de faire déplacer les journalistes;
- Lettre ouverte ou d'opinion : elles sont sous-utilisées;
- Photo d'événement avec courts textes : les journaux aiment ça, car « ça occupe de la place » à travers les publicités;
- Invitation aux médias : durant l'événement c'est compliqué, mais ça ne coûte rien d'essayer.

Médias sociaux :

- Facebook live;
- Reportage vidéo/album photo sur Facebook et Instagram;
- Page web;
- Partager sur le site web.

Communiqué de presse :

- En matière de structure, ce texte doit débuter par l'essentiel, puis les idées secondaires ainsi que les autres idées et se terminer par une conclusion;
- Il doit contenir l'identification de l'organisation, un titre « punché », respecter les 5 « W » : who, what, where, when, why. Le journaliste va couper de bas en haut;
- Dans la mesure du possible, y incorporer des statistiques ou des chiffres (les journalistes aiment), des citations ou des exemples;
- Un paragraphe se compose en 2/3 de phrases courtes;
- La rédaction doit être intéressante, accessible, claire et concrète;
- La publication doit s'effectuer avant 15 h ou même 12 h pour faire les nouvelles du soir et les journaux du lendemain;
- Le suivi repose sur envoi du communiqué aux médias absents. Être disponible pour les entrevues. Rendre les images et vidéos disponibles;
- La CSQ ACTES aura un kit de communication destiné aux organisations locales.

7. La marmite éducative (Équiterre) https://www.lamarmiteeducative.ca/fr/

Plateforme pour l'éducation alimentaire. Des centaines d'organisateurs y participent ainsi que des experts et nutritionnistes. Les éléments importants sont les suivants :

- De la ferme à l'école;
- Financement pour des paniers bios (85 écoles en 2021). Valeur de 25 $, vendu 32 $ = profit de 7 $;
- Trousse pédagogique « *À la soupe* » pour les 3 à 17 ans.
- Fiches pédagogiques.

8. Les Brigades culinaires s'invitent à l'école
https://www.tableedeschefs.org/fr/programmes/eduquer/brigades-culinaires/

Le programme des Brigades culinaires est offert en parascolaire dans les écoles secondaires depuis 2012 au Québec et depuis 2019 ailleurs au Canada. Il cible les jeunes de 12 à 17 ans dans le cadre d'ateliers qui portent sur l'apprentissage de techniques culinaires de base et de saines habitudes alimentaires.

9. Conférence sur l'alimentation traditionnelle autochtone

À l'occasion du dîner collectif le vendredi 5 novembre, les participants découvrent une soupe-repas qui permet de découvrir une des nombreuses traditions alimentaires des Premières Nations. Une enseignante du collège Kiuna à Odanak, seule institution dédiée aux autochtones, explique les particularités de l'agriculture traditionnelle et des emprunts alimentaires effectués par les premiers arrivants européens.

10. Visite de l'INAB

L'Institut national d'agriculture biologique (INAB) du Cégep de Victoriaville regroupe les activités d'enseignement, de recherche, de transfert technologique et d'incubation en agriculture. Il constitue le plus grand centre de formation et de recherche en agriculture biologique au Canada. Le but de la visite est de constater toutes les possibilités offertes, notamment pour celles et ceux qui désirent gérer et exploiter une entreprise agricole, et ce, peu importe la taille.

Pierre-Yves Grenier
Martin Hogue